

| [Accueil général](#) |

\*\*\*\*\*

## DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DES PERSONNES

### MENTIONNEES SUR LE SITE DE L'AAARGH

\*\*\*\*\*

| [P](#) | [Q](#) | [R](#) | [S](#) | [T](#) | [U](#) | [V](#) |

\*\*\*\*\*

| [A B C D E](#) | [F G H I J K](#) | [L M N O](#) | [W X Y Z](#) |

| [Index du dictionnaire](#) |

\*\*\*

Dans les adresses, remplacer le nom de domaine par <http://aaargh.codoh.com/>

[Pacte Briand-Kellogg](#) (ou pacte de Paris, août 1928): vise à interdire la guerre d'agression. En 1927, Briand, ministre français des Affaires étrangères proposa aux États-Unis de conclure un traité bilatéral prônant la mise hors la loi de la guerre. En réponse à cette proposition, Kellogg, son homologue américain suggéra d'obtenir l'accord d'un grand nombre de puissances.

Le projet de traité multilatéral fut élaboré par seize gouvernements, signé à Paris le 27 août 1928, et ratifié ensuite par soixante-trois États. On le désigne d'ordinaire comme pacte de Paris ou pacte Briand-Kellogg. L'AAARGH vous invite à lire le dernier livre de [Rassinier, Les responsables de la seconde guerre mondiale](#), qui traite abondamment des relations internationales de la guerre de 1914-1918 à la fin de la seconde guerre mondiale, et notamment [le chapitre deuxième qui traite du pacte de Paris](#).

Voici un extrait du pacte :

"Article premier. Les Hautes Parties Contractantes déclarent solennellement, au nom de leurs peuples respectifs, qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

"Article 2. Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que le règlement, ou la solution, de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques." Ces déclarations, qui avaient suscité à l'époque de grandes espérances, n'eurent pas d'effet préventif décelable sur les agressions qui se produisent peu après (en Mandchourie en 1931, puis en Chine, en Ethiopie, en Espagne, en Pologne) et n'empêchèrent pas la France et l'Angleterre de déclarer la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Néanmoins, ces accords, incorporés à la charte des Nations unies, ont mis hors la loi la guerre au sens juridique de situation où les Etats en conflit ont un droit égal à employer la force armée pour régler leur différend. En revanche, la guerre d'agression d'un grand nombre d'Etats contre un pays minuscule est non seulement "légale" mais chaudement applaudie.

L'un des chefs d'inculpation du procès de Nuremberg est les crimes contre la paix commis par les nazis, et notamment la violation du pacte Briand-Kellogg qui faisait de la guerre un crime. Ellul, dans sa [Note sur le procès de Nuremberg](#) de 1947 montre bien à quel point cet argument, que l'on rencontre souvent, est stupide: un gouvernement révolutionnaire (ce qu'était le régime nazi, établi par une révolution) ne reconnaît jamais les traités signés par le gouvernement qu'il a renversé; d'autre part, et surtout, toutes les relations que les Alliés ont eues avec l'Allemagne entre 1933 et 1939 anéantissent les crimes éventuels commis par l'Allemagne à cette époque; or la violation du pacte Briand-Kellogg date de 1937.

Maurice Papon, né en 1900, haut fonctionnaire et ancien ministre français. Il était notamment préfet de police de Paris pendant la guerre d'Algérie. En tant que secrétaire général de la préfecture de la Gironde pendant la deuxième guerre mondiale, il a été accusé, par les extrémistes Klarsfeld &co, de crimes contre l'humanité et, de 1980 à 1997, lesdits sieurs se sont acharnés à obtenir son inculpation devant la justice française. Le dernier obstacle légal ayant été levé en 1997, le mois d'octobre de la même année vit l'ouverture d'un procès d'assises, à Bordeaux, où Papon, malgré son grand âge et son état de santé critique, a tenu à paraître personnellement; de malaise en maladie, l'audience subit sans cesse des reports, malgré les protestations des "victimes". L'AAARGH propose à ses lecteurs deux communiqués du *Temps irréparable* sur Papon: [l'un de S.Thion](#), qui raconte ses démêlés, durant la guerre d'Algérie, avec le préfet de police et [l'autre de R.Faurisson](#), qui rapproche le collaborateur Papon du collaborateur Jouffa, ex-président de la "Ligue des droits de l'homme". Ce dernier texte a valu à son auteur des accusations sans preuve dans *Le Monde* et le reste de la presse, avant de lui fournir une nouvelle inculpation. Voyez la [présentation de La Vieille Taupe](#)... Le procès s'achève le 2 avril 1998, après six mois de débats:

Papon est reconnu coupable de complicité de crime contre l'humanité mais non d'assassinat; il n'est condamné qu'à dix ans de réclusion criminelle et quatre millions de francs de dommages-intérêts. C'est beaucoup pour des crimes imaginaires mais une rude défaite pour les organisations juives "parties civiles" de ce procès contraire à toutes les règles de justice. La suite l'a montré: après le rejet de son pourvoi, en octobre 1999, la cour de Bordeaux a décidé qu'il devait subir sa peine. Papon, qui devait croire en la justice française et n'avait sans doute pas imaginé une seule seconde que cette condamnation absurde (ne serait-ce que parce qu'elle intervient plus de cinquante-cinq ans après les faits sur lesquels elle prétend se fonder) pourrait devenir réalité, s'est enfui sans avoir rien préparé et a été rattrapé par la police suisse puis livré aux autorités françaises dans un mépris absolu de toutes les règles de droit; personne en France n'a protesté mais les Suisses ne s'en sont pas privés et, quelques jours plus tard, l'extrême droite suisse a remporté 45 % des voix aux élections, provoquant un bouleversement sans précédent dans l'histoire politique de ce pays. [L'AAARGH commente la nullité écoeuvante de Papon... \[voir le reste des commentaires sur cette affaire dans notre index d'actualité\]](#) mais si on mettait tous les nuls en prison, qui nous gouvernerait (on ne va quand même pas être obligé de le faire soi-même ?), que lirions-nous à la place du *Monde* ?

R. Faurisson, dans une interprétation très personnelle, fait peser la responsabilité de la condamnation sur l'avocat de Papon, Varaut qui a semblé agir, en réalité, pour l'accusation, dans [un texte du 9 avril 1998](#). A l'AAARGH, nous pensons que Varaut n'est qu'un détail sans importance et que [le nul, c'est Papon](#).

Nous avons aussi le [texte de la post-face](#) de J.-F. [Steiner](#), auteur du faux *Treblinka*, à un livre sur l'affaire Papon, qui condamne les accusateurs de l'ancien préfet.

Albert Paraz, libertaire et pacifiste, romancier de "l'ignoble", ami de Rassinier et collaborateur de *Rivarol*.. C'est lui qui préfaça *Le Mensonge d'Ulysse* et nous vous proposons de lire un [compte-rendu de 1950](#) qui analyse brièvement la fonction de Paraz. S. [Thion évoque son témoignage](#) dans un texte de juillet 1998, [Le monde comme magique chambre à gaz](#). C'était un esprit libre, un écrivain étonnant, bien fait pour s'attirer la haine des variétés de sots connues en France sous le nom de [journaliste](#) et d'[intellectuel](#).

Mariette Paschoud, professeur de français et d'histoire dans un lycée de Lausanne; défendit la thèse de Roques dans un article publié par un périodique de Lausanne en 1986. Dès son retour en Suisse, Mariette Paschoud fut l'objet d'une campagne de calomnies menée par la presse de son pays et attisée par certains notables fort influents, notamment le grand rabbin de Lausanne. Pendant plus de six mois s'est développée l'affaire Paschoud, à l'issue de laquelle Mariette Paschoud dut quitter son poste d'enseignante et accepter sa mutation dans un service d'archives. Récit dans une [annexe de la thèse de Roques](#). Elle n'a pas changé d'avis pour autant, [comme le prouve un texte de l'automne 2003](#).

Georges Perec, romancier juif parisien très en vogue chez les Paaariens. A la fin des années soixante, il a rencontré P. Guillaume et longuement discuté avec lui du fameux "génocide des juifs". Ces discussions ont trouvé un écho dans le roman **W ou le souvenir d'enfance**, au programme de certaines classes de lycée en 1998-1999, ce qui a amené **La Vieille Taupe** à adresser une lettre aux professeurs de "philosophie" concernés, ce qui n'a pas manqué de provoquer une "affaire Perec". Voir le [bulletin de La Vieille Taupe n°10](#) (mai 1998), [n°11](#) (septembre 1998). A suivre...

Gerhard Peters, pendant la guerre, directeur temporaire de la firme DEGESCH (Deutsche Gesellschaft für Schädlingsbekämpfung, Société allemande pour la lutte contre les nuisibles) qui contrôlait notamment la distribution de Zyklon B. Après la guerre, plusieurs fois traduit en justice en Allemagne parce qu'il disait n'avoir jamais entendu parler, pendant la guerre, de gazage au Zyklon B.

Pfannenstiel, 12 février 1890-1982, professeur d'hygiène à l'université de Marburg/Lahn et directeur de l'Institut d'hygiène entre 1930 et 1945, médecin-chef de la SS à partir de 1937; [Gerstein](#) le met en cause dans ses "confessions". C'est ce témoignage absurde qui a amené l'inscription de Pfannenstiel sur la liste des principaux criminels de guerre en 1947. Pfannenstiel a alors été interrogé et prié de confirmer les sottises de Gerstein à propos des chambres à gaz; comme il refusait, il a été maintenu en détention alors qu'il allait être libéré; il ne le fut finalement que, en 1950, qu'après avoir accepté de dire exactement la même chose que [Gerstein](#). Il a, par la suite, renié vigoureusement cette confirmation, alors que [Rassinier](#) étudiait l'affaire. Voir [l'étude d'H. Roques](#). Pfannenstiel a, par ailleurs, été au centre d'une affaire obscure: un visiteur venu convaincre Rassinier de l'impossibilité de nier les chambres à gaz, a été identifié par Wellers, le chercheur du CNRS sans diplôme et Vidal-Naquet, le grand spécialiste de la Grèce antique, avec Pfannenstiel; une lettre de ce dernier à Rassinier prouve le contraire. Voir une autre [étude de Roques](#).

[Pie XII](#), (né Pacelli, 1876-1958), nonce du pape en Allemagne de 1932 au 3 mars 1939, date de son élection au pontificat (Rassinier trace sa biographie dans un [passage du chapitre II de son Opération Vicaire](#)). Fin connaisseur de l'Allemagne et de sa culture, il a fermement et vivement condamné les positions natchrétiennes du nazisme dès 1933; c'est notamment lui qui a rédigé pour Pie XI, alors très âgé, l'encyclique *Mit brennender Sorge* du 14 mars 1937, condamnation impitoyable du nazisme. Ses condamnations répétées de la guerre et des exactions des deux camps lui avaient valu un respect général, qui ne fut entamé que par la pièce (*Le Vicaire*, 1961), d'un voyou allemand de 33 ans, protestant qui se prenait sans doute pour un nouveau Jésus-Christ, qui se fondait sur les délires de [Gerstein](#), pour affirmer qu'il était un « criminel ignoble »; ses accusations ont été reprises par le psychologue des foules [Friedlander](#) (*Pie XII et les juifs*). Pour résumer, disons que Pie XII était accusé de rien moins que d'avoir connu et ignoré, par pure méchanceté, le "massacre des juifs" de la Seconde guerre mondiale. A la suite d'une campagne publicitaire tonitruante, et de la présentation de sa pièce dans les principaux pays occidentaux, la réputation de l'antisémitisme (crime, comme chacun sait, absolu) du pape s'est répandue partout. Rassinier consacre un livre, *L'Opération vicaire. Le rôle de Pie XII devant l'Histoire*, 1965, à dénoncer les mensonges d'[Hochhut](#), et ceux de [Friedlander](#), et il fournit les preuves incontestables de la fabrication pure et simple des deux moralistes sans morale. L'analyse du pseudo-rapport [Gerstein](#) de [Roques](#) fait tomber d'elle-même ces accusations. (voir notamment [l'exposé de soutenance](#), [l'introduction](#) de la thèse, ainsi que son [chapitre IV](#) de [Roques](#); voir aussi le [soutien de Mixchel de Boïard à Roques](#)) et, en 2009, [les lettres de Boïard à Roques](#), révélées par La Vieille Taupe). Sur le thème de la collaboration de l'Eglise avec les nazis en ce qui concerne les juifs, voir les [déclarations d'Henri Amouroux](#). Au début de 1999, M. Ferro recevait dans son émission *Histoire parallèle* l'historien contemporanéiste Philippe Levillain pour l'histoire du Vatican depuis un siècle et, malgré les tentatives désespérées de l'ignare Ferro, Levillain, non seulement ne confirmait pas les accusations contre Pie XII, mais s'appuyait sur son autorité de spécialiste pour prouver, avec une grande finesse, que Pie XII avait fait son devoir au-delà de ce que l'on pouvait exiger et que les accusations imbéciles portées contre lui dataient

de 1963, soit l'année de la représentation de la pièce de Hohchut. Dès que l'on sort du cercle étroit des exterminationnistes et de la querelle fermentée sur les chambres à gaz, les langues se délient et les historiens font leur travail. En décembre 2009, après avoir fait lanterner les "chefs de la synagogue" pendant quelques décennies, l'Eglise catholique, par la voix du *vicair*e, le pape Benoît XVI, s'est décidée à mettre fin au supplice du peuple déicide: le jour même où il annonçait que Jeann-Paul II (tant aimé des assassins du Christ) serait élevé au rang de vénérable, dernière étape avant la béatification, il s'empressait d'ajouter que Pie VII, *horribile dictu*, le serait aussi. [La Vieille Taupe](#) nous raconte l'aventure et ses suites immédiates. Et voilà-t-il ps qu'un évêque ami de Jean-Paul II se met à dire pis que pendre du zolocoste?

Pieronek, Mgr, évêque polonais, ancien président de la conférence épiscopale ami de Jean-Paul II, etc., déclare en janvier 2010 que "la shoah est une invention". [Voir l'analyse de La Vieille Taupe](#).

Jean-Pierre Pierre-Bloch, président de la LICRA, un des chefs de file de la persécution judiciaire, médiatique et législative contre les révisionnistes. Il ne désarme pas, malgré les progrès du révisionnisme: persévérance ou bêtise?

Mgr Piguët, évêque de Clermont-Ferrand, qui a témoigné qu'il y avait eu des gazages à Dachau, où l'exterminationniste [Broszat](#) a publiquement reconnu en 1960 qu'il n'y avait jamais eu aucun gazage. [Citation de R. Faurisson](#).

Stephen [Pinter](#), avocat américain au service de l'US War Department en Allemagne en 1946. Dans la position où il s'était trouvé, il pouvait affirmer qu'il n'y avait jamais eu de chambre à gaz homicide en Allemagne et en Autriche et que, pour ce qui était d'Auschwitz, les Américains n'avaient pas pu y conduire une enquête parce que les Soviétiques ne l'avaient pas permis (*Our Sunday Visitor*; 14 juin 1959, p. 15). C'est peut-être son témoignage, avec celui d'E.Lachout relatif au document Mueller, qui est à l'origine de la [lettre de Broszat à Die Zeit](#).

Léon Poliakov, historien exterminationniste, mort en 1997, spécialiste de la haine, directeur de recherche au CNRS en retraite. Faussaire avéré, il a publié dans divers ouvrages (écrits parfois avec son compère J. [Wulf](#)) un faux écrit à partir des "confessions" de Gerstein; c'est sur cela qu'il appuie ses propos sur les chambres à gaz et le prétendu "génocide des juifs". Fidèle de Ben Gourion, c'est un tenant de la thèse des [six millions de morts](#), mais nie l'existence d'un ordre à l'origine de l'extermination; c'est un fonctionnaliste pur et dur. Il a émis sa thèse tout à fait au début de l'affaire, en 1951 (son livre *Bréviaire de la haine*, publié à Paris en 1951, est le premier sur l'extermination des juifs). On peut lire, dans son compte rendu du livre de Reitlinger, en 1954, Pour le reste, il est moins excité que les autres, et déclarait déjà, en 1951, "Seule, la campagne d'extermination des Juifs reste, en ce qui concerne sa conception, ainsi que sous bien d'autres aspects essentiels, plongée dans le brouillard. Des inférences et considérations psychologiques, des récits de troisième ou de quatrième main, nous permettent d'en reconstituer le développement avec une vraisemblance considérable" et plus loin, "Aucun document n'est resté, n'a peut-être jamais existé" (*Bréviaire de la haine*, Calmann-Lévy, 1951 [1974], p. 171).

Il est d'une incompétence notoire que la justice française a reconnue publiquement: Poliakov ayant porté plainte contre R.Faurisson qui dévoilait ses falsifications du texte de Gerstein, Poliakov a gagné son procès: le tribunal a admis qu'il avait commis des erreurs inexplicables, mais l'en a absous au motif "[qu'il avait été] animé du désir passionné et légitime d'informer le public sur une période et des faits particulièrement tragiques de l'histoire contemporaine"; il est donc interdit de le traiter de falsificateur: s'il ne le fait pas exprès, alors c'est grave! [Récit de R. Faurisson](#).

Anise Postel-Vinay, déportée de Razvensbruck qui affirme, avec G.[Tillion](#) dont elle fut la secrétaire et MJ. Chombart de Lauwe, qu'il y avait une chambre à gaz dans ce camp. Elle devint ensuite trésorière de l'[ASSAG](#) et de ses non-travaux.

[Jean-Claude-Pressac](#), après s'être déclaré révisionniste (on peut lire, dans le livre de Pierre Guillaume, *Droit et Histoire*, le récit tempéré de sa première rencontre avec Pressac, à la page 83 et SS, <http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>), il est passé exterminationniste; protégé d'abord de Vidal-Naquet qui l'a refilé à Wellers; de là il est passé entre les mains du couple mixte Klarsfeld puis de Bédarida. Il a publié d'abord *Auschwitz : Technique and Operation of the Gas Chambers* puis, en 1994, "la preuve définitive de l'existence des chambres à gaz", un livre dans lequel il prouve qu'il y avait des fours crématoires à Auschwitz et qu'on y brûlait des cadavres; sur les chambres à gaz, rien. Il est indispensable de se reporter à notre page [Jean-Claude-Pressac](#) qui vous propose des textes de Pressac, des comptes rendus révisionnistes et exterminationnistes de ses travaux et des considérations générales. En avril 2000, nous ajoutons [l'entretien que Pressac a eu avec Igounet](#) en octobre 1995 et qu'elle a publié [dans son livre Histoire du négationnisme en France, en mars 2000](#). Il est mort prématurément en 2003.

Pressac est mort en juillet 2003: voir [l'article que olui a alors consacré C. Mattogno](#), qui le considérait comme un adversaire digne d'estime.

*Protocoles d'Auschwitz* ou *War Refugee Board Report*, voir [Vrba](#).

Paul Rassinier (1906-1967) : le premier révisionniste. Adhère au Parti communiste en 1922. Il rallie l'opposition de gauche et est exclu en 1932. Il milite à la gauche du P.C. puis passe à la S.F.I.O. pour participer à la gauche révolutionnaire de Marceau Pivert. Pacifiste, résistant de la première heure. Arrêté par la Gestapo en octobre 1943, torturé puis déporté à Buchenwald et Dora durant dix-neuf mois, il revient grand invalide. Il consacre le reste de sa vie à défendre la vérité sur la mythologie des camps, et particulièrement des chambres à gaz. Il publie en 1951 un livre, *Le Mensonge d'Ulysse*, qui dénonce les mythes; après avoir été salué par la SFIO, le livre lui vaut d'en être exclu en 1952. L'AAARGH vous propose [ses textes](#) (la construction de cette archive n'est pas encore achevée; vous y trouverez des et déjà néanmoins quelques textes importants).

Madeleine Rebérioux, historienne du mouvement ouvrier, proche de [Vidal-Naquet](#), et très longtemps membre du PCF; chargée au sein de la Ligue des Droits de l'Homme d'une petite cellule qui s'occupait spécialement de surveiller Faurisson et ses acolytes, elle devint présidente de cette ligue. Auteur de la phrase célèbre: "Le sionisme international n'existe pas" prononcée à la fin de son témoignage au procès de Faurisson.

Registres mortuaires d'Auschwitz (en allemand, Totenbuecher ou Sterbebuecher ), registres tenus pendant toute la durée d'existence du camp, dans lesquelles les autorités consignaient chaque décès survenu aussi bien chez les détenus (quelle que soit la cause de leur détention) que parmi le personnel du camp. L'existence de ces registres a été tenue secrète jusqu'en 1989 (bien qu'elle ait été vaguement évoquée au moment des procès de Francfort en 1963-1965; l'année suivante, les Soviétiques ont fait savoir qu'ils ne détenaient pas la totalité des registres et ils ont ensuite fait don de leurs exemplaires au [SIR d'Arolsen](#). D'après l'étude que Carlo Mattogno et Franco Deana ont faite des registres mortuaires, en extrapolant pour les périodes où ils manquent ou sont incomplets, il y aurait eu en tout 170.000 morts à Auschwitz (Allemands et prisonniers de toute nature confondus) (*Die Krematoriumsoefen von Auschwitz und Majdanek, Grundlagen zur Zeitgeschichte, ein Handbuch ueber strittige Fragen des 20 Jahrhunderts*, Tuebingen, Grabert, 1994, p. 281-320; l'AAARGH vous proposera bientôt l'original allemand et une traduction française).

action (ou opération) Reinhard, prétendue action d'extermination ainsi appelée, disent les exterminationnistes, en hommage à Reinhard Heydrich et qui aurait consisté à conduire les juifs dans les "camps d'extermination" de Treblinka, Sobibor et Belzec. le livre *Les Chambres à gaz, secret d'État* (Minuit, 1984), un chapitre tout entier est consacré à cette action. Il n'y a qu'un malheur pour les exterminationnistes, c'est qu'une telle action n'a jamais existé. En réalité, l'action Reinhardt (avec un t, du nom probablement du secrétaire d'État aux Finances, Fritz Reinhardt) semble avoir été une opération de confiscation de biens appartenant à des Polonais juifs ou non juifs (cf. Uwe Dietrich Adam, in *L'Allemagne nazie et le génocide juif* (Actes du [colloque de la Sorbonne](#) de 1982), Gallimard-Le Seuil, 1985, p. 259, n. 70).

Gerald Reitlinger, exterminationniste américain, auteur de *The Final Solution*, 1st édition, 1952, 2nd édition, 1968. Avec Raul [Hilberg](#), il est à l'origine de la consolidation du mythe de l'extermination et des chambres à gaz mais il adopte le chiffre de quatre millions et non six. (A ce sujet, voir une [anecdote rapportée par S.Thion.](#)) Il utilise [Gerstein](#) comme source.

Erich-Maria Remarque (1898-1970) Incorporé dans l'armée allemande à 18 ans, il rédige ensuite un court roman *A l'Ouest, rien de nouveau*, (1929) qui dénonce la guerre de 1914-1918. Il émigre en Suisse en 1931 et aux Etats-Unis en 1939; il vivra entre ces deux pays jusqu'à sa mort. Il publie, en 1952, un roman *L'Étincelle de vie*, qu'il prétend témoignage authentique sur les camps de concentration, alors qu'il ne s'en est jamais approché de moins de deux cents kilomètres; [Rassinier le dénonce comme faux témoignage](#).

René [Rémond](#) (1919-2007), historien français spécialiste d'histoire contemporaine, revêtu de tous les honneurs de la corporation, [jusqu'à son élection à l'Académie française au siège de François Furet \(juin 1998\)](#). En 1967, [Rassinier s'étonnait](#) de ne trouver, dans une bibliographie publiée par Rémond à l'intention des agrégatifs d'histoire (*Bulletin de la Société des Professeurs d'histoire et de géographie de l'Enseignement public*, octobre 1964), que des ouvrages favorables aux thèses officielles sur la seconde guerre mondiale, en même temps qu'une revendication ouverte de cette partialité. Cette mise en cause de R. Rémond semble ignorée de R. Faurisson lorsqu'il consulte l'historien sur son travail, en 1978, R. Rémond l'aurait alors assuré de son soutien... qu'il n'a jamais voulu rendre public. Voir le [résumé des relations entre R.Faurisson et R.Rémond](#), fait par le premier en 1987.

En décembre 2005, René Rémond prend la tête d'un mouvement d'historiens qui lancent une pétition intitulée "liberté pour l'histoire", apparemment désireux d'obtenir l'abolition des lois liberticides, notamment la loi Gayssot. L'AAARGH [consacre une page au sujet](#) et dévoile la vérité sur cette "liberté". Dans le courant 2006, Rémond publie un livre d'entretiens avec François Azouvi qui révèle la faiblesse de pensée qui permettra rapidement à son association de tourner casaque après sa mort, en avril 2007.

Abbé Jean-Paul Renard, déporté à Buchenwald et à Dora en même temps que Rassinier.

B.A. Renk, historien canadien qui a prouvé que le rapport Franke-Gricksch, "preuve (avec le protocole de Wannsee) de la planification du génocide des juifs par les nazis", était un faux. Voir "The Franke-Gricksch 'Resettlement-Action Report': Anatomy of a Falsification", *The Journal of Historical Review* 11(3) (1991) p. 261-279.

Rigg, étudiant juif américain auteur d'une étude, dont les premiers résultats ont été publiés dans le *Daily Telegraph* en décembre 1996, sur la présence de nombreux juifs dans l'armée allemande, y compris comme officiers supérieurs et généraux. La chose, connue depuis longtemps, était jusqu'alors interdite de publication et par conséquent réservée aux cercles révisionnistes. Son apparition dans la presse anglaise est un événement qui a suscité bien des remous et des rejets purs et simples dans la liste H-Holocaust, destinée à promouvoir et surtout diriger et censurer l'enseignement de l'"holocauste". L'AAARGH vous propose le [texte anglais](#) de Rigg ou la [traduction française](#) faite par nos soins. En 2002, Rigg publie un livre produit de ses recherches; [nous avons un compte rendu de la liste H-olocost](#), datant de 2004, soit deux ans après la publication: on n'est pas pressé, chez les exterminationnistes. En 2004, exploitant le filon, Rigg publie un second livre sur le rabbin des Loubavitch sauvé par un officier allemand, *Rescued From The Reich: How One of Hitler's Soldiers Saved the Lubavitcher Rebbe*. [Nous avons un compte rendu d'une revue juive](#).

Emmanuel Ringelblum, auteur d'une chronique du ghetto de Varsovie au contenu fantaisiste. Voir [l'analyse de S.Thion](#).

Jean-Claude Rivière, professeur de lettres à l'université de Nantes; accepta, en 1986, avec ses collègues Allard et Zind, de constituer un jury pour la thèse d'[H.Roques, qui raconte l'histoire](#).

H. Rothfels, historien allemand, directeur de la revue *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Munich à la fin des années soixante, lorsque L. De Jong y écrivit, en 1969, que des détenus regagnaient leur patrie, leur temps de peine accompli.

Henri Roques, historien révisionniste, auteur d'une thèse d'histoire soutenue devant l'université de Nantes, en 1985, intitulée *Les confessions de Kurt Gerstein, étude comparative des différentes versions*. Ce travail, contemporain de celui de Mattogno sur le même sujet, [complète l'analyse de Gerstein comme faux qu'avait faite Rassinier dans plusieurs de ses ouvrages](#), notamment *L'Opération vicaire. Le rôle de Pie XII devant l'Histoire*; Roques a pu tirer parti de la découverte de documents concernant l'emprisonnement et la mort de Gerstein. La thèse, fait unique dans l'histoire universitaire, fut annulée en 1986 par un sinistre ministre chiraquien à la suite d'une

campagne lancée par le physiologue-autodidacte Wellers dans un article du *Monde juif* de janvier 1986. Deux voix extrêmement autorisées avaient néanmoins pris la défense du travail de Roques: l'historien-ancien déporté, couvert de distinctions, M. de [Bouard](#), qui déclara à [Ouest France](#), le 2-3 août 1986, qu'il aurait donné "la mention très bien à la thèse" et A. [Decaux](#), historien-vulgarisateur et académicien, qui qualifia la thèse de "remarquable". Retrouvez tout cela, et bien d'autres choses, dans l'archive Roques de l'AAARGH, qui contient le livre d'A. Chelain, [La thèse de Nantes](#), avec le texte de la thèse ainsi que ses commentaires et des annexes (histoire de la thèse avant et après la soutenance de 1986). Voir aussi un [épisode](#) rapporté par S. Thion, ainsi que les [commentaires](#) de R. Faurisson (à qui [Gerstein](#) valut un procès de [Poliakov](#) duquel naquit le projet de Roques).

David Rousset, écrivain français, mort en 1997; exterminationniste acharné et visionnaire. Il fut prisonnier à Buchenwald où il connut Rassinier. Auteur de *L'univers concentrationnaire* (1946) et *Les Jours de notre Mort* (1948) dans lequel il avoue lui-même avoir "hasardé" son récit, c'est un faux témoin professionnel: il a visité, pour le compte des atlantistes, des prisons tunisiennes et franquistes et les a trouvées vivables au nom de ses maîtres. Voir l'exposition de ses mensonges par Rassinier, dans [un article de 1953](#) et dans un [compte-rendu du Mensonge d'Ulysse](#).

Joseph Rovan, professeur d'allemand à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle; ancien déporté de Dachau, il a finalement admis publiquement qu'il n'y avait jamais eu de gazage homicide dans ce camp (Emission d'Antenne 2 "Apostrophes", 17 avril 1987), ce que [Broszat](#) avait avoué dès 1960, mais affirmait encore, en 1984, sa croyance au "[savon juif](#)" (*Comment s'écrit l'Histoire [...] Les chambres à gaz ont existé*, Xe Colloque de la Fraternité Edmond-Michelet (Brive, 12-14 octobre 1984), Mairie de Brive éd., 1986, p. 29). Il s'est déclaré hostile à une loi réprimant le révisionnisme (*L'Express*, 25 septembre 1987, p. 23 et 26). Membre fondateur de l'[ASSAG](#). Il s'est déclaré hostile à une loi contre le révisionnisme (*L'Express*, 25 septembre 1987, p. 23 et 26).

W. D. [Rubinstein](#) professeur à Deakin University (Australie) A a déclaré, en 1979, que "si l'Holocauste venait à apparaître comme une imposture, l'arme n° 1 de l'arsenal de la propagande israélienne disparaîtrait." (*Nation Review*, 21 juin 1979, p. 639). Quelques mois plus tard, il récidivait: "Si l'on peut montrer quel "Holocauste" est un mythe sioniste, la plus forte de toutes les armes dans l'arsenal de la propagande d'Israël s'effondrera" (*Quadrant*, septembre 1979, p. 27)

Germar Rudolf, ingénieur-docteur chimiste autrichien, auteur du *Rapport Rudolf*, rapport d'expertise d'un ingénieur, sur la "formation et le contrôle de la présence de composés cyanurés dans les 'chambres à gaz' d'Auschwitz", qui lui a valu les pires ennuis (l'ouvrage a été détruit en pays germanique, interdit en France où la Vieille Taupe en avait l'un de ses numéros) sous le prétexte surréaliste que les conclusions de cette expertise font "courir un risque de trouble à l'ordre public" [cf notre page [Techniques](#)]. Livre en allemand ou traduction française disponibles à VHO, BP 60, B-2600 Berchem 2, Belgique.] La traduction française a été interdite par arrêté du ministre de l'intérieur, en tant que publication portant atteinte à l'ordre public. L'Académie des Sciences, à qui l'auteur demandait son avis sur l'étude, a refusé de le donner et publié un communiqué outragé sur la "perversion de la science... [La Vieille Taupe vous raconte l'histoire](#). Rudolf, condamné en Allemagne, se réfugie aux États-Unis d'où il est extradé vers l'Allemagne, détenu, rejugé et condamné en mars 2007.

Adalbert Rueckerl (mort dans les années 1980) jusqu'au 8 mai 1945, *Fuehrer* de la *Hitlerjugend*. A partir de l'armistice, procureur général de l'enquête allemande sur les crimes nazis, il dirige à Ludwigsburg, office judiciaire d'investigation des « crimes nationaux-socialistes », qui organise la préparation de mascarades judiciaires comme, par exemple, le procès d'Auschwitz, à Francfort (1963-1965), dont son compère [Langbein](#) a écrit le récit (à comparer avec le récit de Rassinier, publié par La Vieille Taupe dans son [édition d'Ulysse trahi par les siens](#); c'est cette équipe exterminationniste qui a prouvé que le « [savon juif](#) » était une fable (voir le [récit de R. Faurisson](#) avec les positions des autres exterminationnistes). C'est un chasseur de nazis acharné, co-auteur, en 1983, avec [Kogon](#) et [Langbein](#), du pamphlet *NS-Massent...tungen durch Giftgas* [Les chambres à gaz, secret d'Etat] qui repose en partie sur les "confessions" de [Gerstein](#), telles que trafiquées par [Poliakov](#) et son compère [Wulf](#). Sur son passé, [voir les commentaires d'H.Roques](#).

Gilbert Salomon, ancien déporté, dirige une boucherie industrielle. Le 18 septembre 1987, eut lieu une émission entre Jacques Chancel, Gilbert Salomon, le journaliste Michel Meyer et quelques autres personnes résolument antirévisionnistes. R. Faurisson, originellement invité, avait finalement été éconduit; il fut copieusement insulté, Salomon déclarant que, s'il avait été sur place, il l'aurait frappé. Il était présenté par son "ami intime et presque frère" Chancel comme ayant été interné à Auschwitz deux ans jour pour jour, du 11 avril 1943 au 11 avril 1945, et il affirmait être le seul rescapé d'un convoi de 1 100 juifs. Or, il n'est arrivé à Auschwitz qu'un an plus tard, dans un convoi dont Klarsfeld dit dans son *Mémorial* que cinquante-set-un survivants juifs se sont présentés au ministère des Prisonniers dès 1945; Salomon, lui était donné pour gazé et son figurait à ce titre sur le mémorial de Jérusalem. [Récit de R. Faurisson](#).

Savon juif: à Nuremberg, des témoins vinrent jurer qu'ils avaient vu fabriquer du savon avec la graisse des juifs martyrisés. Des morceaux de ce savon furent produits mais aucune expertise chimique ne fut conduite. On procéda à l'inhumation des morceaux de savon rescapés (à Haïfa, Israël, notamment). Dès 1967, les exterminationnistes ([Hilberg](#) le premier, puis l'équipe de [Rueckerl](#), G. [Sereny](#), D. [Lipstadt](#), G. [Wellers](#)...) ont dénoncé cette histoire comme une "légende sinistre" (G. [Wellers](#)). Néanmoins, une partie de l'histoire officielle (la Fondation Auschwitz de Bruxelles, [Wiesel](#) et le journal *Le Monde*, toujours à la pointe du mensonge) continuent d'y porter foi. Voir l'[étude de R. Faurisson](#) et, en janvier 2000, [l'affaire du metteur en scène Fincher](#), qui ignore qu'à Auschwitz on a fabriqué du savon humain... Scandale à *L'événement du jeudi*... En 2001, le savon frappe encore, cette fois à Bucarest où [le musée juif est attaqué parce qu'il n'a pas son savon-témoin](#)... En 2002, retour du savon: [un documentaire intitulé Monuments of Soap \(sans rire\)](#) étudie les tombes de savon juif tandis qu'un informateur annonce que [la tombe du savon juif au cimetière de Nice](#) existe toujours...

[En septembre 2004](#), on annonce la vente de la collection d'horreurs d'un défunt: il possédait un abat-jour en peau de juif; les associations juives réclament qu'il soit enterré et non vendu. Sic

Anneliese Schuetz (Schutz), un des auteurs du *Journal* d'Anne Frank. R. Faurisson expose son [rôle dans la confection de ce faux célèbre](#).

Jan Sehn, juge d'instruction polonais qui mena les procès contre [Kremer](#) et [Hoess](#) et surveilla la rédaction de leurs pseudo-aveux (dans le cas de Höss, il participa même à la publication de ces "Mémoires" par [Broszat](#)).

Gitta [Sereny](#) Honeymann, assistante sociale dans les camps après la libération, auteur d'un ouvrage intitulé *Into That Darkness* (Londres, André Deutsch, 1974), traduction française: *Au Fond des ténèbres*, Denoël, 1975, 411 p. Elle avait interrogé dans sa cellule le commandant du camp de Treblinka, Franz Stangl. Elle y affirme notamment que le "savon juif" est une rumeur de camp sans aucun fondement. (note 2, à la page 150 de la traduction française). Les [échos radar de juillet 1998](#) nous donnent de ses nouvelles. En septembre 2001, elle récidive dans le minimalisme en publiant un livre de souvenirs où elle ose dire que Hitler a tué plus de chrétiens que de juifs, refuse l'unicité unique de la persécution des juifs par les nazis, refuse le terme "holocauste", etc... Elle a même dit qu'Auschwitz n'était pas, techniquement, un "camp de la mort". Bref, c'est un monstre. [Voir le compte rendu de son livre](#).

Service international de recherches d'Arolsen (RFA) (SIR). Cet organisme, relevant de la Croix Rouge internationale, jusqu'en 1978, possédait une "Section historique" ouverte aux chercheurs et publiait des statistiques sur les décès dans les camps. Dès qu'il apparut que recherches et statistiques pouvaient confirmer la thèse révisionniste, la "Section historique" fut dissoute, l'accès aux chercheurs interdit, la publication de statistiques prohibée, le rapport d'activité annuel devint secret (sauf pour une infime partie, dénuée d'intérêt) et dix gouvernements, dont celui d'Israël, établirent un strict contrôle. Le SIR possède des informations d'une richesse inouïe sur le sort individuel des victimes du national-socialisme et, en particulier, sur les anciens concentrationnaires. On pourrait sans doute y déterminer le véritable nombre de juifs morts durant la guerre. Malheureusement, les travaux du SIR sont bridés et étroitement surveillés par les gouvernements dont il émane: à partir de 1978, afin d'entraver toute recherche révisionniste, le SIR avait fermé ses portes aux historiens et chercheurs, sauf à ceux pourvus d'une autorisation spéciale de l'un des dix gouvernements. Désormais, il est interdit au SIR d'établir, comme il l'avait fait jusque-là, des évaluations statistiques du nombre des morts dans les différents camps. Les rapports d'activité annuels ne doivent plus être communiqués au public sinon pour leur premier tiers, qui ne présente aucun intérêt pour le chercheur. C. Biedermann, directeur du SIR, déclara au second procès Zundel (1988), confirmant une nouvelle qui avait filtré en 1964 au procès de Francfort: à la libération d'Auschwitz, les Soviétiques et les Polonais avaient confisqué le registre mortuaire de cet ensemble de camps (38 ou 39 volumes, dont 36 ou 37 conservés à Moscou, deux ou trois autres au musée d'Auschwitz, dont une copie a été fournie au SIR. Jusqu'en 1991, ni les Soviétiques, ni les Polonais, ni le SIR n'autorisaient la consultation de ces volumes et C. Biedermann refusait même révéler le nombre des morts répertoriés dans les deux ou trois volumes dont le SIR possède la copie. Voir l'étude que Carlo Mattogno et Franco Deana ont faite de ces registres après leur ouverture au public: d'après les registres, et en extrapolant pour les périodes où ils manquent où sont incomplets, il y aurait eu en tout 170.000 morts à Auschwitz (Allemands et prisonniers de toute nature confondus)(Die Krematoriumsoefen von Auschwitz und Majdanek, *Grundlagen zur Zeitgeschichte, ein Handbuch ueber strittige Fragen des 20 Jahrhunderts*, Tuebingen, Grabert, 1994, p. 281-320; l'AAARGH vous proposera bientôt l'original allemand et une traduction française).

Le thème du "shoah-business" a été mis en évidence par Rassinier en 1964 (bien qu'il n'ait évidemment pas utilisé ce jeu de mots, décalque d'un proverbe américain disant: « There's no business as show-business », devenu « There's no business as shoah-business », abrégé couramment en « shoah-business ». Dans *Le Drame des juifs européens*, Rassinier, exposait parfaitement le lien de causalité entre le mensonge des six millions et le financement de l'état d'Israël par les réparations allemandes et attribuait un [rôle conscient aux auteurs du mensonge, au premier rang desquels il mettait Ben Gourion et Hilberg](#).. Le thème du «shoah-business», courant aux Etats-Unis, a été introduit en France dans les *Annales d'histoire révisionniste* par une citation du révisionniste américain Max Weber qui valut un procès à l'éditeur; il est longuement exposé dans les [conclusions de P.Guillaume et de R. Faurisson](#) pour ce procès; (R. Faurisson l'a repris dans un texte de 1993). Il se rattache intimement à la [légende des six millions](#) que l'AAARGH vous expose plus bas. Rassinier dès les années cinquante, avait analysé l'affaire dans toutes ses dimensions sionistes: les inventeurs du shoah-business sont les dirigeants sionistes et surtout Nahum [Goldmann](#), qui **arracha à Adenauer des réparations monstrueuses**, consacrées par l'Accord de Luxembourg de 1952 (cf, à l'article [Goldmann](#), les déclarations de ce chef sioniste). Le chef de l'entreprise est, sans doute depuis 1956 et *La Nuit*, E. [Wiesel](#), l'ennemi mortel de [Vidal-Naquet](#), le maître de mémoire juive, lui-même à la tête d'une autre branche de l'affaire, l'exécration du travail historique et du principe même de l'histoire, antithèse de la mémoire. Nombreux sont les exterminationnistes qui dénoncent les milliards du trafic: Yehuda Bauer en 1977, [Vidal-Naquet \(sans doute pour avoir l'air sérieux\) déclare que le "shoah-business est pire que tout"](#), dans un texte de 1992 que vous propose l'AAARGH, toujours généreuse envers ses adversaires. Nous avons aussi un [article de Schoenfeld](#) (juin 1998) et un [article du New York Post du 22 avril 1999](#), où un intellectuel juif new-yorkais s'en prend à la discipline de l'holocaustique, qui réduit la prétendue extermination des juifs à une simple discipline universitaire, un objet historique connaissable par les instruments ordinaires de la logique et de la méthode historique. Un sacrilège, pour ces émules de [Lanzmann](#), l'homme qui a érigé le refus de comprendre au rang d'activité supérieure de l'humanité. Un peu plus tard lors du procès Lipstadt de janvier 2000 à Londres, le débat revient, (on dénonce cette fois ["the so-called holocaust-industry"](#) sous [la plume d'un journaliste du Guardian de Londres](#), qui se demande (et il se fait la voix d'un certain nombre d'universitaires) si les "holocaust studies" ne sont pas en train d'échapper à leurs maîtres. On y lit notamment qu'un critique aurait osé écrire dans un journal anglais (*Evening Standard*) ["Can we not say to the Jews of Manchester, he asked, "that enough has been made of their Holocaust and they are too greedy for our memories."](#) Si c'est vrai (et on peut penser que ça l'est, Mr Blair aura du mal à faire passer sa loi antirévisionniste, dont on reparlait en coulisses la semaine dernière. Le débat visiblement, fait rage aux Etats-Unis, où plusieurs livres sur la question sont apparus: Peter Novick, *The Holocaust in American Life*, New York, 1999 et N. Finkelstein, *The Holocaust Industry*, 2000. [Nous vous proposons le dossier de ce livre](#) qui fait scandale (en janvier 2005, l'éditeur de la version française officielle, poursuivi par les sionistes, est relaxé) et [que nous avons traduit pour l'aaargh dès sa parution](#); La Vieille Taupe s'est voracement emparée de cette traduction non pour la ronger mais pour en faire profiter ses lecteurs et, finalement, une traduction française "officielle" est sortie en février 2001, suscitant un tollé au *Monde* .

*Simon Wiesenthal Museum of Tolerance* (MOT) à Los Angeles, un des principaux temples de la religion holocaustique, portant le nom du présumé agent double [Wiesenthal](#), dit aussi "le chasseur de nazis". [Le Temps irréparable a visité pour vous ce haut-lieu](#) et ne le regrette pas.

Sionisme: le 10 novembre 1975, la résolution 3979 de l'ONU déclare à une écrasante majorité que:"le sionisme est une forme de racisme". Il s'agit idéologie nationaliste et colonialiste revendiquant pour les juifs le droit à exterminer la population de Palestine pour s'installer dans ce pays où leurs ancêtres, prétendent-ils, auraient vécu il y a plusieurs milliers d'années. Le mouvement, fondé par Theodor Herzl, juif autrichien (1860-1904), auteur en allemand *L'état juif, essai d'une solution moderne du problème juif*, a très vite adopté les méthodes terroristes bien connues (attentats, escroqueries et [propagande éhontée, comme celle de l'"extermination des juifs dans les chambres à gaz"](#)) qui ont amené, en 1948 et sous la pression des juifs américains, la création de l'état

criminel d'Israël. Le sionisme n'intéresse qu'une très faible minorité de juifs et l'assimilation de l'antisionisme l'antisémitisme n'est qu'une arme de guerre. [Le président du CRIF \(regroupement des institutions sionistes françaises déclarait en 1997 que son mouvement ne touchait que soixante à cent mille personnes, sur les six cent cinquante mille juifs que compte la France.](#)

Nous mettons d'ores et déjà à votre disposition quelques textes sur l'histoire du sionisme et du Proche Orient qui permettent de s'y orienter. Sur l'histoire du sionisme, [Le colonialisme israélien](#), par Roger Garaudy; sur l'histoire du Proche Orient de 1948 à nos jours, [Les négociations de paix au Proche-Orient](#), par Javier Peña, complété par [LA PALESTINE: Résolutions des Nations Unies](#), par Edgard André et par [Le viol de Jérusalem](#) d'Isabelle Coutant Peyre.

La question du rapport, en général excellent, entre l'organisation sioniste mondiale et les régimes dits fascistes est étudiée solidement par Lenni Brenner, dont l'AAARGH vous propose le livre en anglais, [Zionism in the Age of the Dictators](#). L'analyse que fait Rassiner de [la question juive dans Les responsables de la seconde guerre mondiale\(1967\), chapitre IV](#), est également fort pertinente et résume très bien la situation. La Vieille Taupe rappelle quelques vérités essentielles sur le sionisme: [Sionisme, révisionnisme et démocratie](#), 1996; l'abus de pouvoir que constitue l'["assimilation de l'antisémitisme" et de l'antisionisme](#)", un texte de P.Guillaume, ainsi qu'un [article du quotidien français Libération illustrant la tendance](#); un arrêt de la cour d'appel de Versailles inculquant un [sioniste français réfugié en Israël du crime de commission d'actes de barbarie](#) sur la personne de M.Caignet, en 1981; [d'autres attentats](#). Voir aussi, pour des actes de terrorisme plus récents et totalement impunis, les comptes rendus des audiences du 4 février 1998, [dans l'affaire de la librairie roumaine](#) et du 27 février 1998 dans l'affaire Garaudy ([récit d'un des deux intéressés, P.Guillaume](#), et [résumé de l'AAARGH accompagné de réactions de la presse](#)). En octobre 1998, au moment où se déroule les audiences d'appel des procès Garaudy, le philosophe confie à l'AAARGH deux nouveaux livres, dont [Le Procès du sionisme qui montre la nature irrémédiablement criminelle et totalitaire de ce nationalisme du type le plus parfait](#), tandis qu'[en annexe à son L'Avenir: mode d'emploi, il décrit la fraternité sioniste qui unit les Américains et Israël](#). Nous donnons aussi tous les [numéros de la revue trimestrielle « inspirée par Roger Garaudy », A contre Nuit](#). Voir aussi l'article [Bétar](#). et [B'nai B'rith](#).

Six millions, quatre millions à Auschwitz: James Bacque, un journaliste canadien, rapporte que dès 1919, des rumeurs d'un massacre de six millions de juifs avaient cours dans la presse juive: "Furthermore, the allegations of anti-Semitism in Eastern Europe foreshadowed Hitler and the fate of the European Jews, right down to reports of 'a Holocaust... in which six million human beings [Jews] are being whirled toward the grave by a cruel and relentless fate' (quoted from Martin H. Glynn, "The Persecution of Jews must Stop !", *The American Hebrew*, 13 October 1919, p. 582-583)." (James Bacque, *Crimes and mercies, The fate of German civilians under Allied occupation, 1944-1950*, London, Little, Brown & company, 1997, p. 10). Faisons le point en septembre 2004: le service officiel israélien, Yad Vashem, chargé depuis des dizaines d'années de dresser la liste des victimes, et richement doté à cette fin, [annonce à cette date qu'il dispose de trois millions de noms](#): on n'en a perdu que la moitié et le pire, si on dit que c'est une bonne nouvelle, c'est qu'on va nous accuser de cruauté: "Ma mère est morte... Mais non, elle est simplement partie ailleurs!" Et toc, en taule pour cruauté.

C'est donc un nombre fantasmagique imposé sans la moindre preuve par les exterminationnistes (sur la base de la propagande de guerre sioniste) comme celui des victimes juives du "génocide" nazi ([ils sont même allés jusqu'à avancer neuf millions, dit Rassiner, au moment du procès Eichmann](#)); il a servi de point de départ pour l'indemnisation des "victimes" (ou de leurs ayants-cause): au 31 décembre 1980, 4.340.000 personnes indemnisées, dont 40 % en Israël, 20 % en RFA, 40 % dans le reste du monde (*Canadian Jewish News*, 11 décembre 1981, p. 4). Rassiner montre, dans [Le Drame des juifs européens](#), que ce nombre a été totalement fabriqué à partir de statistiques inexistantes et que les auteurs exterminationnistes varient dans leurs statistiques. Rassiner, toujours mauvais esprit, y voit une [escroquerie de l'état d'Israël, de ses dirigeants et de ses propagandistes, au premier rang desquels Raul Hilberg](#), il a été soumis par tous, et Rassiner le premier (la moitié du *Drame des juifs européens* est consacrée à l'étude de ce nombre), à des critiques que nous résumerons ainsi : le directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, M. [Broszat](#), éditeur des « confessions de Hoess », a publiquement reconnu que ce nombre était symbolique (témoignage dans un procès contre Ervin Schönborn à Francfort, 50 Js 12 828/78 919 Ls, 3 mai 1979). Ce chiffre a son origine dans la déclaration faite par [Hoettl](#), ami d'Eichmann et agent double au service des Américains, en novembre 1945: Eichmann aurait dit à Hoettl en août 1944 que six millions de juifs étaient morts en tout. Le 14 décembre 1945, le procureur adjoint américain, William Walsh, avait tenté d'utiliser cette déclaration mais l'avocat de la défense ayant exigé la comparaison de Hoettl (détenu à Nuremberg), le tribunal battit en retraite: son président refusa de convoquer Höttl mais, dans le jugement final, retenait le chiffre de six millions en le mettant directement au compte d'Eichmann (TMI, I, p. 266). Pour mémoire, l'AAARGH vous propose une petite [étude](#), datant de 1983 et portant sur le traitement de l'objet historique chambres à gaz et nombre des victimes des camps dans les manuels scolaires français de classe terminale. [R. Garaudy, dans L'Avenir, mode d'emploi](#) démonte les chiffres et ce qu'il appelle "la défense désespérée du mythe des six millions qui demeure le dogme central de l'hérésie sioniste, alors que personne ne peut le justifier". Depuis des années, un "débat" oppose R. Hilberg et ses amis aux extrémistes qui affirment, comme le rapportait le *Jewish Journal* du 14 janvier 2000, à propos du procès Irving et d'un article équitable du *Los Angeles Times*: ""How can you even discuss whether 6 million or 5.1 million Jews were killed?"; asked survivor and business leader Nathan Shapell. "After all these years, for a newspaper like the *Los Angeles Times* to print such an article is ridiculous." ([english version of the JJ article](#) and of [the LAT quoted](#)).

On associe généralement ces "six millions" aux [quatre millions](#) de morts d'Auschwitz", nombre avancé par les Soviétiques à Nuremberg et admis officiellement (document URSS-008 de Nuremberg); mais [dès 1948, au procès polonais des gardiens d'Auschwitz, le chiffre officiellement avancé était de trois cent mille](#). A l'époque, il s'agissait de morts et non de morts juifs. Ce nombre arbitraire oppose les exterminationnistes depuis l'origine: [les partisans de Ben Gourion à ceux de Nahoum Goldmann](#), dissension mise en évidence Rassiner : les premiers estiment à [quatre millions les morts d'Auschwitz](#), les seconds (au nombre desquels Arendt et Hilberg) un million... mais s'accordent à peu près sur le nombre total de victimes (entre 5,2 millions et six millions respectivement). Une brochure publiée en 1961, à New York, par l'[Institute of Jewish Affairs du World Jewish Congress, signale Rassiner, dit que « 900 000 Juifs ont péri dans ce camp »](#) (*Eichmann Confederates and the Third Hierarchy*, p. 18)...). Pour un exposé complet de la question (outre les références déjà données), cf les [annexes d'Ulysse trahi par les siens](#). Depuis, c'est l'hypothèse basse que Rassiner avait relevée en 1961 qui tend à l'emporter. En 1964, au procès d'Auschwitz à Francfort, [l'historien Krausnick parle de plusieurs centaines de milliers de morts](#), et [Rassiner le relève immédiatement](#). (en l'attribuant par erreur à Broszat). On a vu se rallier à cette estimation ([qualifiée d'irresponsable](#)

par l'historien P. Burin, *L'histoire*, juin 1982) [Vidal-Naquet](#) dans *Les Assassins de la mémoire*, 1987, environ un million puis Yad Vashem en 1990, cf. "Poland reduces Auschwitz death toll estimate to 1 million", *The Washington Times*, 17 juillet 1990; voir aussi François [Bédarida](#), "Le Crime et l'Histoire", *Le Monde*, 22 juillet 1990, p. 7) est tombée à six cent trente mille dans le livre de [Pressac](#) *Les Crématoires d'Auschwitz, La Machinerie du meurtre de masse*, CNRS éditions, 1993 (après les infinies variations de son livre de 1989, voir [l'analyse de R. Faurisson](#)); puis, dans son édition allemande *Die Krematorien von Auschwitz*, Piper, avril 1994 le nombre des "gazés" est de nouveau énergiquement abaissé, à savoir entre quatre cent soixante-dix et cinq cent cinquante mille (p.202) (ce livre a été publié sous les auspices du CNRS et de [Vidal-Naquet-Bédarida](#)). D'après l'étude que [Carlo Mattogno et Franco Deana ont faite des registres mortuaires](#), en extrapolant pour les périodes où ils manquent ou sont incomplets, il y aurait eu en tout 170.000 morts à Auschwitz (Allemands et prisonniers de toute nature confondus) (*Die Krematoriumsoefen von Auschwitz und Majdanek, Grundlagen zur Zeitgeschichte, ein Handbuch ueber strittige Fragen des 20 Jahrhunderts*, Tuebingen, Grabert, 1994, p. 281-320; l'AAARGH a une [traduction française](#)). R. Faurisson fait le point des [reculades exterminationnistes](#) en décembre 1995 mais «ignore» ou «oublie», curieusement, que Rassinier avait déjà tout exposé, et surtout expliqué, dès 1961; aucune de ces «reculades» n'est rattachée à la dichotomie originelle Goldmann (avec Arendt et Hilberg) et Ben Gourion (avec Poliakov) (cf supra).

En 2001, le musée d'Auschwitz publie une étude sur le camp, réalisée en partie avec les archives soviétiques: [le nombre de déportés est d'un million six cent mille, de morts, un million cent mille, dont neuf cent-soixante mille juifs](#). Ce qui est curieux, c'est que ce dernier nombre était celui qu'avancait en 1961, pendant le procès Eichmann, la brochure de l'[Institute of Jewish Affairs du World Jewish Congress](#) citée par Rassinier (cf. supra). C'est génial quand même de penser que la vérité était connue, sans doute par révélation, avant toute recherche historique...

Pour une tentative de chiffrage en 1981, avant les avancées révisionnistes et les reculades exterminationnistes consécutives, voir le [texte de C.Karnouh](#).

Sobibor, camp de concentration de Pologne; réputé camp d'extermination sans la moindre preuve: [Hilberg](#) affirme ([Hilberg](#), Entretien avec *Le Nouvel Observateur*, 3 Juillet 1982, p. 72, col. B et C) qu'il n'y a pas le moindre document, pas même un plan des bâtiments, de même que pour Treblinka et Belzec, autres camps polonais.

Solution finale (*Endlösung*) ou politique d'extermination physique des juifs: mythe forgé par le sionisme international pour noircir la politique de Hitler envers les juifs, qualifié par Rassinier d'une expression qui a fait fortune chez les révisionnistes [«\[...\] il s'agit non pas d'un fait mais d'un mensonge historique»](#). En fait, sous ce terme, on entendait l'installation des juifs dans un foyer national, comme le réclamaient les sionistes; le projet de le faire à Madagascar a amené des négociations entre la France et l'Allemagne pendant la guerre, dont Rassinier fait le récit dans *Le Véritable Procès Eichmann* (ch. 2, p. 107) ([voir à l'article Madagascar](#)) [dans un exposé d'ensemble de la question](#). Dès 1964, Rassinier a exposé le rôle central de [Hilberg](#) dans la constitution de la légende malgré l'affirmation de [Kubovy](#) niant l'existence d'un [ordre de Hitler](#) (cf. [l'ensemble du livre Le Drame des juifs européens](#), réponse à Hilberg, et particulièrement [l'analyse de l'usage de Hoess par Hilberg](#)). Pour un autre exposé global de Rassinier, à l'occasion du procès des gardiens d'Auschwitz, cf [les annexes d'Ulysse trahi par les siens](#). Finalement après avoir affirmé pendant des années que la "solution finale", qui consistait à exterminer physiquement les juifs, avait été décidée en janvier 1942 lors de la conférence de Wannsee, toute l'historiographie exterminationniste, sous la pression des travaux révisionnistes, a dû reconnaître qu'il n'y avait ni ordre d'exterminer, ni ordre de cesser l'extermination. [C.Mattogno expose les données du problème et notamment la position de l'historiographie en 1987](#), dans un article essentiel, qui valut aux AHR une interdiction de diffusion en kiosque. Voir aussi notre article [Wannsee](#) et [les conclusions d'Irving dans son procès contre Lipstadt en 2000](#).

Sorbonne, nom donné à l'Université de Paris à l'époque moderne, de nos jours siège de la chancellerie des universités de Paris. Elle tire son nom d'un collège de l'université de Paris fondé au XIII<sup>e</sup> siècle par Robert de Sorbon, chapelain du roi Louis IX. L'Université de Paris, la plus ancienne du monde (le terme université -- *universitas*-- désigne une communauté entre les maîtres et les élèves, système typiquement médiéval), fut créée en 1204 et rapidement prise en mains par l'Ordre des prêcheurs, (OP, connu aussi sous le nom de "dominicains"), créé exactement à la même époque afin de lutter contre les hérésies; à ce titre, c'est l'OP qui fut titulaire de l'office de l'Inquisiteur jusqu'à ce que les jésuites le lui arrachent dans les dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle. Depuis cette époque, la Sorbonne n'a jamais cessé de défendre l'idéologie théologico-politique de l'État et de l'Église qui s'y associe, quelle qu'elle soit: elle fut catholique, puis laïque (depuis la création de l'université de Paris par Napoléon en 1806), puis antiraciste. Actuellement, en dehors de milieux strictement universitaires, l'expression "La Sorbonne" désigne non pas les universités qui portent ce nom et les universitaires, très souvent bons savants et professeurs qui la constituent, mais un monstre protéiforme qui détiendrait une autorité intellectuelle et donc morale, puisqu'en France, pays de Voltaire, la seule fondement de la morale est l'intellect; en réalité, la seule autorité de cette *non-entity* est celle du pouvoir le moins fondé intellectuellement ou moralement, celui qui a les moyens de payer. C'est à ce titre que s'est réuni un colloque, dit de la Sorbonne, "L'Allemagne nazie et l'extermination des Juifs" (Paris, 28 juin- 2 juillet 1982, sous l'égide de la Sorbonne, de l'École des hautes études en sciences sociales et de la Fondation du judaïsme), qui fut une véritable catastrophe pour les exterminationnistes; présidé par MM. les Professeurs Raymond [Aron](#) et François [Furet](#), il dut, finalement, reconnaître qu'en trente ans de recherches, les exterminationnistes n'avaient trouvé aucun ordre d'extermination des juifs provenant soit de Hitler, soit de l'un des siens, et que l'existence d'un tel ordre n'était pas démontrée "par les recherches les plus érudites" ([conférence de presse du 2 juillet 1982, à la Maison des Sciences de l'Homme](#)). Voir le [récit du colloque par R. Faurisson](#), qui n'eut pas le droit d'y paraître mais s'arrangea pour y être. On peut lire aussi le récit de P. Guillaume sur les actes, dans son livre *Droit et Histoire*, p. 80 (<http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>). Voir également [l'analyse, par C.Mattogno, de la communication de Friedlander](#) "Le débat historiographique sur l'antisémitisme nazi et l'extermination des juifs", qui s'achève par la constatation que "la question de la date à laquelle fut décidée l'extermination physique totale des Juifs, tout comme le problème de l'élaboration du plan de la "solution finale", restent irrésolus". Un deuxième colloque s'y est tenu sur le même sujet en 1987 (10-13 décembre), intitulé *La politique nazie d'extermination*; cette fois-ci, de nombreuses voix s'élevèrent contre l'ostracisme décidé envers les révisionnistes et R. Faurisson, P. Guillaume et quelques autres purent assister aux travaux; mais les séances de questions de l'auditoire furent supprimées. R. Faurisson avait publié dans les jours précédant l'ouverture du colloque, une brochure intitulée [Les révisionnistes demandent un débat public](#) que l'AAARGH met à votre disposition.



Albert Speer, architecte allemand né vers 1900, nazi de la première heure, devenu architecte officiel du III<sup>e</sup> Reich en 1933 puis ministre des armements en 1941. Il a été jugé à Nuremberg et condamné à vingt ans de prison; sorti en 1967, il a publié des mémoires fort intéressants, dans lesquels il rapporte les conditions de vie dans l'Allemagne des années vingt et trente puis ses relations avec Hitler pendant la guerre. Il revendique la responsabilité de la mise au travail des prisonniers des camps de concentration, décidée par Hitler lorsque Speer lui démontra qu'il fallait avoir recours, sans tarder, aux principes de la guerre totale mais qu'Hitler refusa de réduire toute la population en esclavage et se contenta d'y condamner les prisonniers (disponible en français, actuellement sous le titre: *L'Empire SS*, (autrefois *Journal de Spandau*) Paris, Laffont, 1982; voir aussi *L'Immoralité du pouvoir*, trad. de l'allemand J.-M. Vigilens, Table ronde, 1981, 288 p.). L'anecdote veut qu'il ait obtenu l'*imprimatur* pour son livre après avoir fait don aux organisations juives de la moitié des droits d'auteur qu'il toucherait. Rappelons que l'usage du terme "Shoah-business" est interdit aux auteurs révisionnistes.

Stephen Spielberg, réalisateur américain, auteur de films à grand spectacle et effets spéciaux. Auteur, en 1994, du film *La liste de Schindler* (Schindler's List), récit romancé du sauvetage d'un groupe de juifs, par un dirigeant de camp, du nom de Schindler. La sortie du film a été précédée du déballage publicitaire habituel, doublé des graves crises de conscience qui s'abattent sur une partie de la population dès qu'il s'agit des juifs, et surtout pendant la seconde guerre mondiale. Parmi les débattants se compte évidemment l'innénarrable [Lanzmann](#), réalisateur du film concurrent *Catastrophe* (*Shoah*), outré que l'on osât revenir sur le sujet après lui. A cette occasion, il a fait dans *Le Monde* sa déclaration de sottise: "Il n'y a pas une seconde d'archives dans *Shoah* parce que ce n'est pas ma façon de travailler, de penser, et aussi parce qu'il n'en existe pas. [...] Si j'avais trouvé un film existant --un film secret parce que c'était strictement interdit-- tourné par un SS et montrant comment 3.000 juifs, hommes, femmes et enfants, mouraient ensemble, asphyxiés, dans une chambre à gaz du crématore 2 d'Auschwitz, si j'avais trouvé cela, non seulement je ne l'aurais pas montré, mais je l'aurais détruit. Je ne suis pas capable de dire pourquoi. Cela va de soi." (*Le Monde*, 3 mars 1994, p. VII). L'AAARGH vous proposera un jour (bientôt...) un dossier sur la question.

Jean-François Steiner, fils du sioniste Kadmi [Cohen](#) et "auteur" d'un roman intitulé *Treblinka*, Paris, Fayard, 1966, présenté comme un témoignage authentique par les exterminationnistes --notamment l'expert en falsification, [Vidal-Naquet, qui a dû reconnaître publiquement son erreur](#) (*Les juifs, la mémoire et le présent*, Maspero, 1981, p. 212); l'ouvrage a été rédigé, au moins partiellement, par le romancier Gilles Perrault (*Le Journal du Dimanche*, 30 mars 1986, p. 5). Malgré ces aveux, S. de Beauvoir a préfacé l'édition de poche du roman (Fayard). En mars 1999, il a un geste saisissant : il post-face le livre de Beaufort et Bergès, *Affaire Papon, La Contre-Enquête*. La Vieille Taupe, qui diffuse le livre, vous propose le [texte de cette post-face](#) qui condamne les accusateurs de Papon.

Lothar [Stielau](#), enseignant de Lübeck qui, en 1959, avait émis des doutes sur l'authenticité du Journal. d'Anne Frank. Le père d'Anne Frank avait déposé une plainte contre cet enseignant. et le procureur de Lübeck avait réclamé deux expertises vers 1960 pour instruire l'affaire. L'expertise graphologique avait été confiée à Mme Minna Becker. Mme Annemarie Hübner avait été chargée de dire si les textes imprimés en hollandais et en allemand étaient fidèles au texte des manuscrits. Les deux expertises, déposées en 1961, s'étaient révélées favorables à M. Frank. Néanmoins, celui-ci avait retiré sa plainte et versé 13.000 marks de frais de procédure se contentant d'en réclamer 1.000 à L. Spielau. L'affaire est très obscure. Voir le [récit de R. Faurisson](#) en 1978.

Struthof-Natzweiler, camp de concentration d'Alsace, où les exterminationnistes ont longtemps affirmé l'existence d'une chambre à gaz qu'ils faisaient visiter; R. Faurisson y ayant remarqué l'existence d'une fenêtre vitrée à hauteur d'homme, la chambre a été fermée. Le commandant en fut Kramer [ensuite commandant de Bergen-Belsen].

Stutthof-Danzig, camp de concentration de Pologne, où les exterminationnistes ont cessé d'affirmer l'existence de chambres à gaz en 1961, derrière leur chef [Hilberg](#) (dans son ouvrage *The Destruction of the European Jews*; il se cite dans un entretien avec *Le Nouvel-Observateur*, 3 juillet 1982, p. 12)

Thomas Szasz, psychiatre et psychanalyste américain, professeur à Syracuse [États-Unis], il prône que la maladie mentale n'existe pas. Il a publié, en 1969, un recueil d'articles écrits depuis 1960, sous le titre *Ideology and insanity*.

Pierre-André Taguieff, politologue au CNRS, socialiste, qui a adopté vers 1990 une attitude très critique envers l'idéologie antiraciste et antirévisionniste, ce qui lui a valu bien des ennuis avec son milieu d'origine. Il a publié, outre un ouvrage sur l'antiracisme, une étude portant sur l'extrême droite française (1995). En mai 1997, il a été inscrit sur une liste d'une quinzaine d'auteurs (Fumaroli, Decaux, Chalandon, etc.) mis à l'index par la documentaliste d'un collège de banlieue pour cause de déviation de pensée par rapport à la vérité révélée de l'antiracisme; le recours intenté par ces auteurs a donné lieu à un jugement surprenant: une telle liste est parfaitement légale et ne constitue pas un préjudice pour ceux qui y figurent. Le Temps irréparable a [rendu compte de l'affaire](#).

Germaine Tillion, déportée professionnelle, (chargée de recherche au CNRS, section « déportation »), excitée qui accrédite les thèses exterminationnistes sans jamais avoir le moins du monde contribué à leur défense objective; après avoir dénoncé une bonne partie des témoignages sur les chambres à gaz comme fallacieux, elle en a défendu d'autres sans aucun fondement ; elle s'est elle-même rendue coupable, avec A. [Postel-Vinay](#) et MJ. Chombart de Lauwe, d'un faux témoignage réitéré sur la « chambre à gaz » de Ravensbrück qui, comme Broszat a fini par l'admettre - n'avait jamais eu un commencement d'existence. Elle s'est violemment opposée à O. [Wormser-Migot qui la traite de « hallucinée »](#). Voir l'analyse que lui consacre R. Faurisson dans *Mémoire en défense*. Elle eut, en outre, l'audace de présider de l'ASSAG, qui n'a jamais, et pour cause, trouvé le moindre commencement de preuve de la matérialité de "gazages homicides". Jouit, en raison de toutes ces qualités intellectuelles, d'un grand prestige dans la presse française. Nous publions le texte qui a lancé l'affaire de la chambre à gaz de Ravensbrück "[Réflexions sur l'étude de la déportation \(à propos de documents allemands confrontés avec des témoignages de déportés\)](#)". *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, dans un numéro spécial sur la déportation, en 1954. En 2000, à l'âge de 93 ans, [Tillion fait une nouvelle offensive dont nous rendons compte](#). Elle ajoute de nouvelles pièces à son témoignage de 1954 et de 1973!

Paul Touvier, ancien milicien français, il a été jugé, en 1994, au cours d'un procès diligenté par la [Klarsfeld](#) Connexion et donc médiatisé à outrance, pour avoir fait fusiller des otages dont certains étaient juifs, ce qui constitue un crime contre l'humanité. Condamné à la prison à perpétuité, il est mort quelque temps plus tard. Parmi les avocats de la partie civile figurait le fils des [Klarsfeld](#). L'AAARGH vous

propose pour le moment un [récit de S. Thion](#) concernant la procédure qui a conduit au procès, en attendant un résumé de celui-ci.

Treblinka, camp de concentration de Pologne; réputé camp d'extermination sans la moindre preuve: [Hilberg](#) affirme ([Hilberg](#), Entretien avec *Le Nouvel Observateur*, 3 Juillet 1982, p. 72, col. B et C) qu'il n'y a pas le moindre document, pas même un plan des bâtiments, de même que pour Sobibor et Belzec, autres camps de Pologne. Le roman de [Steiner](#), *Treblinka*, ainsi que celui de [Grossmann](#), *L'enfer de Treblinka*, sont des mensonges si grossiers que même les excités ont renoncé à les avancer comme preuves des chambres à gaz.

Union des étudiants juifs de France, (UEJF) officine terroriste qui travaille la main dans la main avec la police française. Elle mène, plus ou moins discrètement, mais toujours avec acharnement, une campagne contre la liberté d'expression: le 23 mars 1989, de concert avec l'association "Les Enfants de la mémoire", elle a organisé, à l'Assemblée nationale un colloque consacré au problème de la transmission du souvenir du "Génocide des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale" au cours duquel Chirac (pour les chrétiens) et Veil, Fabius, Pierre-Bloch &co, ont réclamé le vote d'une loi réprimant le révisionnisme. Cette loi fut votée et promulguée en juillet 1990. Depuis l'arrivée sur le marché du réseau Internet, l'UEJF cherche par tout moyen à le censurer ; elle a porté plainte, sans succès, contre plusieurs gestionnaires d'accès, cherchant à les rendre responsables de ce qui se trouve sur les serveurs auxquels ils donnent accès; l'AAARGH vous propose un [dossier concernant la seconde de ces actions](#). Voir aussi ce qu'elle dit de l'alliance conclue, en 1996, avec le ministre de l'intérieur Debré, qu'elle fait passer pour le ministre de la justice, cherchant ainsi à dissimuler sa nature policière, dans un [article d'Actualité juive, n.470 du 24 avril 1996](#). A rapprocher des déclarations de la femme du premier ministre Fabius, en 1986:

"Extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg [et d'avoir] des contacts réguliers avec le ministre de l'Intérieur" (*Le Monde*, 7 mars 1986, p. 8).

Simone Veil, née Simone Jacob en 1927. Femme politique française, ministre sous la présidence de Giscard d'Estaing en 1974, fait adopter une loi légalisant l'avortement; devient ensuite présidente du parlement européen. [Exterminationniste avérée](#), déportée en avril 1944, figure dans les [Cahiers d'Auschwitz](#), n°7, comme "gazée" à la même date. Dans son *Mémorial*, [Klarsfeld](#) est obligé de reconnaître qu'elle est bien vivante. Voir la [présentation de l'imposture](#) par R. Faurisson. Simone Veil s'est prononcée contre le principe d'une loi réprimant le révisionnisme (*L'Express*, 25 septembre 1987, p. 23 et 26) mais n'a jamais rien fait pour en empêcher le vote, l'application ou le maintien.

Vel d'hiv, ou Vélodrome d'hiver, stade parisien où furent regroupés, le 16 et le 17 juillet 1942, quelques milliers de juifs qui furent ensuite déportés. Cette rafle est associée, dans la littérature exterminationniste, à des photos qui ont fait le tour du monde et qui sont dans une quantité d'ouvrages et de musées. Les révisionnistes ont dénoncé cette imposture et [Klarsfeld](#), qui avait utilisé ces photos dans son *Mémorial*, a finalement reconnu, dans *Vichy et les Juifs*, il s'avise de reconnaître que les photos dont on prétend qu'elles représentent les juifs parqués au Vélodrome d'hiver en 1942 représentent en réalité des "collaborateurs" des Allemands parqués au Vélodrome d'hiver en 1944 (voir aussi un article du *Monde* du 11 mai 1985). Voir les [précisions données par R. Faurisson](#) sur la décade du nombre de juifs déportés (de 30.000 à six mille) et les photos abusivement présentées comme des témoignages de la rafle. Le nombre exact semble être de 8.160 (cf. notamment Nathaniel Herzberg, *Le Monde*, 18 juillet 1990).

Jacques Vergès avocat engagé, depuis le début des années soixante, dans les causes de l'ultra-gauche: FLN, terrorisme, il est devenu l'emblème des causes perdues par déni de justice: [il a ainsi défendu Barbie](#), jugé en 1987 et victime de la violation du principe de prescriptibilité de l'action et de la peine; Omar Haddad, le jardinier marocain condamné sans preuve pour l'assassinat d'une de ses patronnes en janvier 1994; le terroriste Carlos, vendu à la France en 1995, etc.

Pierre Vidal-Naquet. [Voyez la page que lui consacre l'AAARGH, qui contient des textes de lui aussi bien que des textes sur lui.](#) (1930-2006), juif professionnel et médiocre historien de l'Antiquité (il ne s'est pas haussé plus haut que la "direction d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales), spécialiste de la rédaction de préfaces sur des sujets qui ne le regardent pas et sur lesquels il est rigoureusement incompetent: nous nous contenterons d'une seule preuve - il a fondé l'**ASSAG!** Chef de file des exterminationnistes français. INDIVIDU EXCITABLE ET TRES DANGEREUX. Peut-être son état s'explique-t-il par sa qualité "[d'enfant survivant](#)", catégorie de la psychopathologie utilisée surtout aux Etats-Unis et en Israël pour désigner les enfants dont les parents juifs sont morts pendant la guerre; autour de ces enfants s'est développé un ensemble de théories et de thérapies dont le point commun est de les considérer *a priori* comme anormaux. L'AAARGH lui a consacré une [page](#) renvoyant aux innombrables points du site où figure une de ses exactions. Rappelons simplement ici qu'en février 1979, avec son compère [Poliakov](#), il a ameuté trente-deux historiens pour leur faire signer la célèbre [Déclaration](#), publiée dans *Le Monde* du 21 février 1979, qui s'achève par : « **Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu.[...] Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz.** » Cette affirmation, dont on se demande bien pourquoi elle n'est pas devenu le bréviaire de toutes les brigades criminelles du monde, en même temps que celui des historiens, s'appuyait surtout sur les élucubrations de [Gerstein](#), qui assurait « sous serment » qu'il y avait déjà plus de dix millions de morts" en août 1942 et qu'il avait vu de ses yeux huit cents personnes entassées dans une chambre à gaz de vingt-cinq mètres carrés. Certains lecteurs s'étant émus de l'in vraisemblance du propos, [Poliakov](#) et Vidal-Naquet furent obligés de reconnaître, le 8 mars 1979, qu'ils tenaient le texte pour « indiscutable sur l'essentiel » donc discutable pour tout le reste (le départ n'est pas fait entre « l'essentiel et le reste »). Dix ans plus tard, Vidal-Naquet désavoue la déclaration qu'il a forcé ses collègues à signer: « [Nous avons assurément tort, au moins dans la forme, même si le fond de notre interrogation était juste.](#) » R. Faurisson fait le point sur ses [désaccords avec l'establishment exterminationniste](#) en 1987.

A l'automne 2003, une grande révélation concernant le personnage est publiée dans la presse: [Vidal-Criquet serait, en fait, historien!](#) Bien entendu, cette information est à traiter avec la plus grande prudence et il faut, avant tout, attendre des preuves.

Rudolf [Vrba](#), auteur d'un faux témoignage publié sous le titre *Je me suis évadé d'Auschwitz*. Son témoignage et celui d'Alfred Wetzler est la source essentielle du rapport publié en novembre 1944 à Washington par une officine, proche du président Roosevelt, le *War Refugee Board*, (composée notamment par le sinistre Morgenthau, Cordell Hull et Henry Simson, autres ministres de Roosevelt tout à fait opposés à Morgenthau, lequel néanmoins, par ses manoeuvres malhonnêtes, réussit à imposer ses vues à Roosevelt. Nous préparons un

dossier sur [ces questions qui sont déjà évoquées sur le site avec des extraits du Journal de Forrestal.](#)) qui est à son tour la source essentielle du mythe d'Auschwitz. Ce texte est connu sous le nom de *War Refugee Board Report* ou *Protocoles d'Auschwitz*. Vrba est aujourd'hui citoyen canadien. Échappé de Birkenau en avril 1944 avec Alfred Wetzler il fait parvenir son témoignage en Suisse, au Vatican et à Washington, accompagné d'un plan de Birkenau qu'il prétendait connaître à fond. Des « moyens mnémotechniques particuliers » lui auraient permis de déterminer que d'avril 1942 à avril 1944, les Allemands avaient gazé approximativement 1.765.000 juifs (150.000 juifs de France) (rappelons que d'après le *Mémorial* de Serge [Klarsfeld](#), 75 721 juifs français, étrangers et apatrides ont été déportés de France...). En 1985, au [procès Zundel](#), à Toronto, il a subi un contre-interrogatoire en règle qui l'a conduit à reconnaître que dans ce "rapport" sur Auschwitz il avait fait grand usage de... la licence poétique.

---

<[\[email protected\]](#)>

| [Accueil général](#) |